

LANGUE LUXEMBOURGEOISE

Branle-bas de combat

Frédéric Braun

Dans l'enseignement secondaire une guéguerre se prépare entre ancien-ne-s enseignant-e-s de luxembourgeois et futur-e-s diplômé-e-s de l'Uni, appelé-e-s à les remplacer.

L'un des constats récurrents pour beaucoup d'enseignant-e-s de luxembourgeois, à chaque rentrée, est que leurs élèves ont tout oublié au cours de l'été de ce qu'on leur avait appris. Et quand bien même, oublier tout ce qu'on vous apprend demeure toujours un risque, et relève même chez certain-e-s d'un choix conscient, il semble que dans le cas de la langue luxembourgeoise - un peu comme pour les cours de chimie ou de mathématiques, par exemple - la raison pour laquelle l'enseigner ressemble bien souvent à un véritable travail de Sisyphe soit avant tout liée au manque d'occasions de se familiariser avec cette matière, avec cette langue donc à l'extérieur des cours.

Et ce non pas en raison de panneaux routiers en français, qui après tout ne dérangent que elles et ceux qui vivent dans la hantise de disparaître, ou à cause de la prévalence écrasante d'autres langues dans la sphère publique, mais en raison de l'absence d'un rapport serein au

luxembourgeois et de la crispation autour de cette langue qui traverse toute la classe politique. Et aussi à cause d'une croyance répandue qui voudrait qu'on s'approprie une langue à l'école quand, en réalité, elle s'apprend aussi dans la rue et au gré du hasard.

Or la rue au Luxembourg est par définition multilingue et si la part du luxembourgeois y est aujourd'hui minime, c'est en raison du choix pragmatique d'un pays et d'une économie qui se voudraient le plus ouverts possible. Pragmatique oui, sauf concernant la langue luxembourgeoise sur la valeur de laquelle on n'est longtemps pas arrivé à se mettre d'accord, et que pour des raisons de paix sociale on a commencé à promouvoir pour contenir un populisme naissant. En faisant cela, on a un peu oublié celles et ceux que cela allait toucher, à savoir les gens qui viennent chez nous de l'extérieur et qui finalement n'apprennent cette langue que pour constater à leur tour son absence relative dans la sphère publique.

De trois heures à quatre heures

Ils et elles sont donc les prisonniers de nos doutes, comme ils et elles sont prisonniers des salles de

classes et des délires chroniques de certain-e-s qui estiment que leur intégration n'est pas suffisante - souvent par intérêt, d'ailleurs, et qui (retour à la case de départ) n'hésitent pas à carresser les populistes dans le sens du poil lorsqu'il s'agit de défendre leurs propres intérêts. Ainsi, jeudi dernier, quand par communiqué de presse on nous a annoncé la création de l'association des professeurs de luxembourgeois (VLP), dont les revendications se lisent comme une déclaration de guerre au corps enseignants de luxembourgeois établi.

Shanti Schenten, sa présidente, est enseignante de luxembourgeois au lycée technique Mathias Adam de Lamadelaine et ancienne commentatrice sportive chez RTL. Elle est également enseignante de luxembourgeois à l'Université du Luxembourg pour le master langue et littératures luxembourgeoises, qui forme les futurs enseignant-e-s de luxembourgeois de l'enseignement secondaire. En effet, le « Zertifikat Lëtzebuergers Sprooch a Kultur » ne permet que d'enseigner la langue dans les communes. Au cours des dernières années, une dizaine de personnes ont accompli le master en question. À peu près autant que le ministère de l'Éducation nationale en a recruté l'année dernière. Ils et

elles sont appelé-e-s à remplacer, peu à peu, les enseignant-e-s (de langue pour la plupart) qui actuellement assurent ces cours. Leur proportion est encore loin d'être majoritaire.

Comme le regrette l'association dans son communiqué, « Dans tous les jours plus d'écoles et toujours plus de classes, le luxembourgeois est enseigné en tant que langue étrangère, en l'absence de règlements ou de programmes uniformes ». Elle avance l'exemple des classes d'insertion (encore appelées classes francophones) où le luxembourgeois est enseigné quatre heures par semaines pendant trois ans, ce qui « pour plusieurs raisons complexes » ne suffirait par pour permettre aux élèves de bien s'exprimer. Elle s'attaque ensuite aux classes IB (classes internationales) à l'Athénée de Luxembourg, où le luxembourgeois ne serait plus enseigné que seulement pendant trois heures par semaine et aux écoles internationales, où on ne lui réserve plus que deux heures.

« Tout le monde sait que deux heures par semaine ne suffisent pas pour atteindre un niveau élevé, et malgré cela, on nous dit qu'il s'agit d'écoles d'intégration » s'offusque la VLP. Et de réclamer que le luxembourgeois soit appris « au moins



Les nouvelles règles en matière de formation des enseignant-e-s de luxembourgeois vont-elles déboucher à terme sur un cours de civilisation, où sera enseignée la tradition de l'Hämmelsmarsch ?

PHOTO : WIKIMEDIACOMMONS

quatre heures par semaine pendant au moins trois ans, dans les écoles internationales aussi bien que dans les classes internationales ».

Résistance des parents

« Je n'étais même pas au courant de l'existence d'une telle association » nous confie une enseignante d'allemand à l'Athénée de Luxembourg, également enseignante de luxembourgeois. Comme elle nous le fait remarquer, la présidente du VLP ne fait pas partie de la commission des programmes qui décide de comment une matière, en l'occurrence le luxembourgeois, est enseignée. Par conséquent, le ton du communiqué la choque un peu. À cela s'ajoute que les programmes, dont le communiqué déplore l'absence, sont en train d'être développés à l'Athénée et même exportés vers d'autres lycées, comme nous l'explique sa collègue, également enseignante de luxembourgeois.

Dans les classes IB à l'Athénée, le luxembourgeois est enseigné pendant trois heures par semaine de septième en cinquième. Passer à quatre heures, comme le réclame la VLP, semble impossible aux yeux des deux enseignantes que nous avons rencontrées – « irréaliste » même. Avec des cours le

mardi et le jeudi, la charge de travail est déjà considérable pour les élèves, dont certains proviennent de systèmes scolaires étrangers n'ont que dix ans en septième. Le luxembourgeois est souvent la première langue étrangère qu'ils apprennent. Aussi, les parents ne comprennent pas pourquoi leurs enfants n'apprennent pas une langue internationale, plutôt qu'un patois qui n'est même pas parlé par un demi-million d'habitants. Au final, s'ils se laissent convaincre c'est précisément parce que les cours ne représentent pas plus de trois heures par semaine.

L'enseignement du luxembourgeois dans les classes IB suivrait un rythme soutenu: deux heures d'enseignement écrit (avec des classes où les élèves sont répartis par niveau) et deux heures d'enseignement oral. De plus, le fait que les classes comportent des élèves tant étrangers que luxembourgeois rendrait difficile l'évaluation. Faut-il accorder une dispense aux luxembourghophones ?

Cours disputés

Si on réfléchissait à l'ajout d'une heure de cours supplémentaire aux 30 heures de cours déjà dispensées dans les classes IB, « pourquoi

ne pas introduire un cours d'initiation aux médias ou d'informatique, par exemple ? » comme le suggère l'une des enseignantes. Pour elle, « le luxembourgeois s'apprend davantage dans un contexte social qu'à l'école ». À moins d'enseigner directement en luxembourgeois des cours comme « vie et société », la géographie ou encore l'histoire, suggère-t-elle. Et d'enfoncer le clou : « Nous n'avons pas non plus besoin de 'Fachidioten' du Luxembourg qui ne savent plus où se situe Trèves ».

Car l'association des professeurs de luxembourgeois (VLP) propose également l'introduction d'un cours de civilisation (« Landeskunde ») afin de transmettre la « multiplicité de la culture luxembourgeoise » et de promouvoir dans les « classes de plus en plus multiculturelles » un savoir sur « le Luxembourg et sa culture ». Au prochain gouvernement d'évaluer cette option, comme le suggère l'association. L'enseignement du luxembourgeois dans le cadre de la formation des adultes nécessiterait aussi du personnel « qualifié ». Il faudrait donc promouvoir davantage la carrière de ou de la Lëtzebuergeschproff (autrement dit, détenteur ou détentrice du master en langue et littératures luxembourgeoises). Dans certains lycées, re-

grette la VLP, des enseignant-e-s refuseraient à d'autres enseignant-e-s de reprendre leurs cours de luxembourgeois, les obligeant ainsi à enseigner l'allemand pendant la moitié de leur tâche... La VDL s'attend sur ce point à obtenir le soutien des directions, afin que les professeurs de luxembourgeois reçoivent « la reconnaissance qui leur est due ».

Tout cela n'exprimerait que le malaise de ceux qui ont accompli le master en langue et littérature luxembourgeoises, qui se verraient en effet, confrontés au refus des enseignant-e-s de luxembourgeois établis, de céder les cours qu'ils ont dispensés pendant parfois les dix dernières années, comme le reconnaît l'une des enseignantes. Les élections seraient l'occasion pour eux/elles de faire valoir leurs intérêts auprès des partis. « Tant qu'ils ne seront pas nombreux, rien ne devrait changer » estime l'une de nos interlocutrices, qui avoue qu'on ne se laisse pas facilement enlever ce qu'on a.